

*Pouvoir d'emprunt*

d'impôt ou autrement, afin de créer un climat de confiance dans notre système fiscal.

Monsieur le Président, c'est bien sûr que dans une réforme fiscale, il va y avoir une augmentation d'impôt. Mais là, les gens vont protester et cette réforme fiscale va perdre son objectivité. Donc, c'est important que nous ayons une réforme fiscale qui s'adresse aux problèmes de nos lois fiscales qui sont très complexes et qui devrait enlever tout ce qui est compliqué, tout ce que les Canadiens ne comprennent plus et même, des experts ne sont pas capables de la suivre.

Monsieur le Président, ce n'est pas quelque chose de nouveau que je dis, vous êtes d'accord avec moi, et tous les députés de cette Chambre vont être d'accord avec moi, les Canadiens sont unanimes pour dire qu'ils en ont assez de la paperasserie gouvernementale. Donc, si nous voulons que la réforme fiscale soit objective, applicable et équitable, elle doit nous donner un système simple, afin que tout le monde puisse le comprendre. Le système fiscal doit avoir un but précis: financer nos programmes, qu'ils soient de nature économique ou sociale, d'une manière non discriminatoire.

Monsieur le Président, un autre conseil que j'aimerais donner au ministre des Finances concerne sa fameuse taxe d'affaires, sa nouvelle taxe de vente qui pourrait créer une révolte chez les Canadiens. Et il faut dire qu'à ce moment-ci, les Canadiens sont prêts à faire une révolte. On l'a vu déjà, et pour ceux qui sont autour de l'Île de Montréal, ils connaissent quelque chose sur la taxe municipale. . . . Donc, si le ministre des Finances proposait un nouveau système de taxe de vente qui irait chercher plus d'argent dans les poches des contribuables canadiens, bien sûr que nous allons avoir des démonstrations très violentes.

Donc, il faut, pour éviter tout cela, afin que la réforme fiscale soit acceptable, que le ministre des Finances indique dans son Livre blanc quel est le rôle de cette nouvelle taxe qui sera neutre et qui ne doit pas pénaliser les petites entreprises.

Donc, c'est très important, dès la publication de son Livre blanc, qu'il y ait les intentions du ministre des Finances, de quelle façon il va exempter la petite entreprise de ce nouveau système de taxes.

Monsieur le Président, actuellement, et le ministre des Finances lui-même l'a dit, donc, nous sommes d'accord là-dessus. Il y a seulement un tiers des entreprises qui sont assujetties à la taxe de vente fédérale. Si la nouvelle taxe de vente s'applique à tout le monde, monsieur le Président, c'est dire que la majorité de nos petites entreprises qui actuellement ne sont pas assujetties à la taxe de vente fédérale le seront, et donc seront prises avec un fardeau de paperasse insurmontable. Et bien sûr elles ne l'accepteront pas et voilà qu'on va avoir alors des protestations et à ce moment-là on va perdre toute l'objectivité de la taxe de vente fédérale qui soit une réforme qui pourrait être juste et équitable.

Donc, monsieur le Président, en tenant toujours compte que la petite entreprise crée la majorité des emplois chez nous, un système fiscal injuste envers ce secteur augmenterait le chômage et irait à l'encontre de l'objectif de la réforme fiscale que le ministre des Finances a l'intention de nous proposer et ce sur quoi tout le monde est d'accord pour dire que nous en avons un urgent besoin.

Monsieur le Président, l'Opposition s'est fait dire souvent qu'elle est toujours négative, mais voilà que je viens de donner quelques propos positifs au gouvernement et au ministre des Finances. Bien sûr, on connaît très bien la complexité d'une réforme fiscale. Bien sûr que nous comprenons que le ministre des Finances a des problèmes à réconcilier tous ces éléments au sein de son caucus et de son ministère. Mais je pense, c'est important, que son Livre blanc, d'ailleurs il a pris le temps pour arriver ainsi et depuis son arrivée au pouvoir qu'il promet une réforme fiscale, donc il y a deux ans et demi environ, le moment est venu que le ministre des Finances présente à la population canadienne les intentions de ce gouvernement pour conduire une vraie réforme fiscale canadienne qui soit saine, juste et équitable.

Monsieur le Président, j'aimerais mettre en garde le ministre des Finances en signalant que les moyens qu'il a pris jusqu'à ce jour pour réduire le déficit sont trompeurs et que personne n'est dupe de cette tactique. Imaginez-vous, monsieur le Président, si quelqu'un allait à la banque demander un prêt et qu'en présentant son bilan augmenterait les revenus pour paraître dans une situation financière plus favorable. Et après analyse, le gérant de la banque découvrirait que ses revenus, ses dépenses ne sont pas réels et que vraiment il a présenté un faux bilan, un faux état financier de sa compagnie, de son entreprise. C'est exactement ce que le ministre des Finances a voulu faire avec le Budget du mois dernier, il a voulu réduire son déficit en bas de 30 milliards par une passe comptable qui n'est pas acceptable.

Monsieur le Président, il a demandé aux entreprises de remettre tous les 15 jours, au lieu d'une fois par mois. . . . donc automatiquement il vient de doubler la paperasse parce qu'au lieu de remplir la formule et calculer, «balancer» les livres des salaires une fois par mois, elles seront obligées de les «balancer» tous les 15 jours.

Le ministre des Finances dans son discours sur le Budget a dit que cela affectera seulement les grandes entreprises. Encore là, il s'est trompé dans ses calculs, parce que tout entrepreneur en construction qui a 20 employés sera affecté par cette mesure, monsieur le Président. Et dans les calculs, j'ai seulement utilisé les déductions d'impôt au Québec, donc cela n'inclut pas le Régime des rentes du Canada ni le fait qu'on collecte l'impôt provincial. Donc, si j'applique ces mêmes calculs dans les autres provinces, le nombre d'employés pour une entreprise qui doit faire des remises accélérées va être moins que 20. Donc, monsieur le Président, si nous voulons amorcer une vraie réforme fiscale qui doit comme but principal réduire la paperasse, je pense que le ministre des Finances prend les mauvais moyens. Il augmente la paperasse au lieu de la réduire. Donc, monsieur le Président, en terminant, j'aimerais dire que les Canadiens sont conscients qu'on a un problème de déficit, problème qui en grande partie a été créé par une crise économique.

Les Canadiens sont prêts à faire leur part pour réduire cette dette, mais il faut que le gouvernement conservateur démontre sa bonne volonté. Jusqu'à maintenant il fait le contraire, il augmente les taxes, il n'a pas réduit le déficit, et la dette publique augmente. Incroyablement, monsieur le Président, la dette nationale a augmenté de 180 milliards à 295 milliards de dollars, une augmentation de 60 p. 100 environ dans trois ans.